



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N°250089

Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier le Vinatier

Adresse : 95 Boulevard Pinel BP 30039 69678 BRON

Téléphone : 04 37 91 55 55

Télécopie : 04 81 92 58 02

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Directeur, Pascal MARIOTTI

Comptable public assignataire des paiements

Trésorerie hospitalière de la Métropole de Lyon, 3 quai des Célestins, 69002 Lyon

Objet de l'accord-cadre

ACQUISITION DE VÉHICULES D'OCCASIONS DE MOINS DE 3,5 TONNES POUR LE CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER

Sommaire

1.	Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales	4
1.1	Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2	Allotissement	4
1.3	Forme de l'accord-cadre	4
1.4	Durée de l'accord-cadre.....	4
1.5	Prolongation des délais d'exécution	4
2.	Marchés de prestation similaire et/ou de fournitures complémentaires	5
3.	Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
4.	Forme des notifications et informations au titulaire	5
5.	Prix - Révision du prix.....	5
5.1	Contenu des prix.....	5
5.2	Révision de prix	6
6.	Retenue de garantie.....	6
7.	Avance.....	6
7.1	Montant de l'avance	7
7.2	Modalités de remboursement de l'avance	7
8.	Acomptes.....	7
9.	Facturation et délais de paiement	7
9.1	Transmission des demandes de paiement.....	7
9.2	Paievements des cotraitants.....	8
9.3	Paievement des sous-traitants ayant droit au paieement direct.....	8
9.4	Délais de paieement et intérêts moratoires	8
10.	Obligation de confidentialité et de protection des données (respect RGPD)	9
11.	Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	10
11.1	Conditions de passation des bons de commande.....	10
11.2	Stockage, emballage et transport	11
11.3	Conditions de livraison	11
12.	Opérations de vérification	11
13.	Déroulement des opérations de vérification	12
14.	Décisions après vérification	12
15.	Admission, ajournement, réfaction et rejet	13
16.	Transfert de propriété	14
17.	Modification de l'accord-cadre	14

18. Garanties	14
19. Assurances	15
20. Pénalités	15
20.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	15
20.2 Pénalités pour inexécution.....	16
21. Exécution par défaut.....	16
22. Résiliation de l'accord-cadre	16
22.1 Résiliation pour faute.....	16
22.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	16
23. Différends et litiges.....	16
24. Dérogations aux documents généraux.....	17

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'achat de Véhicules d'occasions de moins de 3,5 tonnes destinées au Centre Hospitalier Le Vinatier.

L'attente du Centre Hospitalier le Vinatier est double : Rendre son parc d'avantage éco-responsable en s'inscrivant dans une démarche écologique et environnementale tout en maîtrisant ses coûts de renouvellement.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

1.2 Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique car la dévolution en lots séparés aurait pour conséquence de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre mono-attributaire est fractionné à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 2 400 000 euros HT conformément aux dispositions des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter du 01 août 2025.

Il est reconductible annuellement, de manière tacite, dans la limite de trois (3) reconductions.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra donc pas excéder quatre (4) ans soit 48 mois.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne peut pas s'y opposer.

A défaut de décision contraire du Centre Hospitalier dans les trois (3) mois précédant sa date anniversaire, l'accord-cadre est réputé reconduit.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification.

1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS,

en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande

2. Marchés de prestation similaire et/ou de fournitures complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

En complément de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement
- Le cadre de réponse financière (CRF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (Journal Officiel du 1^{er} avril 2021)
- Le mémoire technique justifiant des dispositions prévues par le candidat pour l'exécution du contrat comprenant notamment :
 - Son organisation pour répondre aux attentes du CHLV
 - Les modalités de la garantie (durée, conditions d'accès, pièces et main-d'œuvre, exclusions, etc...)
 - Un exemple de documentation de type fiche technique, comprenant photos et description des véhicules que le titulaire serait en mesure de proposer et qui précise :
 - Les équipements en série et en option,
 - Les performances techniques,
 - Les performances environnementales.
- Les bons de commande.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur prévoit la forme suivante : par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

5. Prix - Révision du prix

5.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix des véhicules et, le cas échéant des options, sont réglés par les tarifs nets remisés mentionnés au CRF.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

5.2 Révision de prix

Les prix indiqués dans la rubrique « frais annexes » du CRF sont invariables pendant la première période de 12 mois d'exécution de la prestation et sont révisibles annuellement, à date anniversaire de l'accord-cadre, dans les conditions ci-dessous.

L'ajustement, à la hausse comme à la baisse, est effectué par application aux prix initiaux des « frais annexes » de l'accord-cadre d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85(I_m / I_0)$$

Dans laquelle :

I_m = dernière valeur définitive connue de l'index de référence à la date de la demande de révision,

I_0 = valeur de l'index de référence au mois de remise des offres ou « mois zéro ».

L'index de référence (Source : INSEE) est le suivant :

Identifiant	Libellé
001764821	Indice annuel des prix à la consommation- Base 2015- Automobiles d'occasions

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS le coefficient de révision est arrondi à trois décimales au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Cet ajustement s'applique ligne par ligne aux prix concernés du BPUF.

La nouvelle proposition tarifaire doit être envoyée par le titulaire deux mois avant la date anniversaire du début de l'accord-cadre par courrier électronique à : cellule_marches@ch-le-vinatier.fr

A défaut de transmission, l'accord-cadre s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire puisse formuler aucune réclamation.

La révision des prix doit être validée par courrier (transmis par email) du pouvoir adjudicateur avant d'être effective.

Remarque : le mécanisme ci-dessus de révision des prix ne s'applique que pour les prix indiqués dans la rubrique « frais annexes » du CRF. Les prix des véhicules sont ajustés à chaque demande de devis et ne peuvent, par définition, faire l'objet d'une révision de prix. Le mode de fixation des prix des véhicules est indiqué à l'article 4.3.5 du CCTP.

6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7. Avance

Sous réserve des conditions prévues à l'article R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille (50 000) € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois,

sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.1 Montant de l'avance

Il est précisé que c'est l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS qui est retenue pour le paiement de l'avance au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct si l'accord-cadre respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est fixée à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisée par cette durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 du même Code est fixé à 20 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

7.2 Modalités de remboursement de l'avance

Les articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique s'appliquent au remboursement de l'avance.

8. **Acomptes**

Le droit de percevoir des acomptes est reconnu au titulaire de l'accord-cadre dans les conditions fixées aux articles R.2191-20 à 22 du Code de la commande publique.

9. **Facturation et délais de paiement**

9.1 Transmission des demandes de paiement

La demande de paiement ne peut se faire qu'après exécution de la totalité de la prestation indiquée sur le bon de commande ou dans le marché.

Les factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET du Centre hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le numéro du bon de commande (deux lettres + six chiffres) auquel rattacher la facture, qui devra être transmis au fournisseur par le service commanditaire.
- Le cas échéant, le numéro du marché.

Pour les prestations de fourniture : pour attester de l'exécution des prestations de fourniture, le fournisseur doit joindre à la facture le bordereau de livraison signé par le réceptionnaire du CHLV (date + nom + signature).

La transmission des factures au CH Le Vinatier se fait de manière dématérialisée sur le portail national CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) et ce, même pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Le code service à sélectionner pour déposer la facture est : CHV_AVEC_CMD

9.2 Paielements des cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou des membres du groupement sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.3 Paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier Le Vinatier doit effectuer le paiement dans un délai maximal de 50 jours. Cependant, dans la pratique, les paiements sont régulièrement effectués dans un délai plus court.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le CHLV.

En cas de retard de paiement par le CHLV, le fournisseur a droit au versement d'intérêts moratoires légaux, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le comptable payeur est la Trésorerie Hospitalière de la Métropole de Lyon - 3 Quai des Célestins 69002 LYON.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'attention du titulaire de l'accord-cadre est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard

dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire de l'accord-cadre suspendent de plein droit le délai de paiement.

10. Obligation de confidentialité et de protection des données (respect RGPD)

Tous les documents transmis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du présent accord-cadre doivent rester confidentiels. Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de ces documents à l'échéance de la durée utile d'archivage.

Par ailleurs, le titulaire et le CHLV qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Clauses relatives au respect du RGPD

Convention de dénomination :

- « **RGPD** » : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- « **candidat(s) au marché public** » : personne(s) physique(s) répondant au présent marché public que celle(s)-ci agissent au nom et pour le compte d'une personne morale ou pour leur propre compte ;
- « **données personnelles** » : données à caractère personnel au sens de l'article 4 du RGPD, soit « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « **personne concernée** ») ; est réputée être une « **personne physique identifiable** » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » ;
- « **traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » ;
- « **responsable du traitement** » : conformément à l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre » ;
- « **sous-traitant au sens du RGPD** » : conformément à l'article 4 du RGPD, la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles par le pouvoir adjudicateur

En application de l'article 13 du RGPD, tout candidat au marché public est informé de ce que les données personnelles qu'il fournit (notamment nom, prénom, adresse mail) sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement dans le cadre des procédures de passation, attribution, exécution et archivage du présent accord-cadre selon les caractéristiques suivantes :

- **Identité et coordonnées du responsable de traitement** : Centre Hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel - BP 30039 - 69678 Bron cedex ;
- **Coordonnées de la déléguée à la protection des données** : dpo@ch-le-vinatier.fr ;
- **Finalités du traitement** : gestion des phases de passation, attribution, exécution et archivage de l'accord-cadre ;
- **Base juridique du traitement** : selon les finalités, article 6.1 c) et f) du RGPD – pour l'article 6.1 f), le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHLV (disposer des informations nécessaires en cas de réclamation ou de contentieux) ;
- **Destinataires ou catégories de destinataires** : agents habilités de la Direction Achat et Ingénierie
- **Durée de conservation** : durée d'utilité administrative
- **Exercice de droits** : conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données personnelles sont traitées disposent notamment de droits d'accès, de rectification et d'opposition qui peuvent être exercés :
 - **Auprès du Responsable de traitement, en contactant** :
Centre Hospitalier Le Vinatier
Pôle Achat et Ingénierie
Bât 309
95 Bd Pinel
69678 Bron cedex
Mail : cellule_marches@ch-le-vinatier.fr
 - **Auprès de la Déléguée à la protection des données du Responsable de traitement, en contactant** :
Centre Hospitalier Le Vinatier
Déléguée à la protection des données (DPO)
95 Bd Pinel
69678 Bron cedex
Mail : dpo@ch-le-vinatier.fr

11. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

11.1 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- Le contenu et les quantités des prestations à fournir
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 1. Les prix unitaires des prestations à réaliser
 2. Les conditions particulières d'exécution
 3. Les conditions particulières de livraison et d'admission
 4. Les délais de livraison
 5. Le lieu de livraison

6. Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande est notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande serait inférieur à 15 jours, le pouvoir adjudicateur indiquera dans le bon de commande lui-même le délai pendant lequel le titulaire pourrait émettre ses réserves, par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS.

11.2 Stockage, emballage et transport

Le stockage, la préparation et le transport des véhicules relèvent de la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre et restent à sa charge jusqu'au transfert de propriété qui s'effectue sur le lieu de livraison.

11.3 Conditions de livraison

Les véhicules devront être livrés dans les délais indiqués dans le CRF par le titulaire.

Les véhicules sont à livrer à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier le Vinatier
95 Boulevard Pinel BP 30039
69678 BRON

La livraison des véhicules s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La livraison du véhicule donne lieu à l'émission d'un procès-verbal de réception.

12. Opérations de vérification

12.1. Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché. A défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause. Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur sur les prestations livrées au titre du marché.

12.2. Frais de vérification :

12.2.1. Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'acheteur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas. Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui,

conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

12.2.2. Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

12.3. Présence du titulaire :

L'acheteur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter. L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

13. Déroulement des opérations de vérification

13.1. L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 30 du CCAG FCS. Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

13.2. Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées au 1 ci-dessus sont exécutées par l'acheteur, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG FCS. Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise. Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des stipulations du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

13.3. Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

14. Décisions après vérification

14.1. Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

14.2. Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 3

15. Admission, ajournement, réfaction et rejet

15.1. Admission :

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

15.2. Ajournement :

15.2.1. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés. Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

15.2.2. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

15.2.3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

15.3. Réfaction :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

15.4. Rejet :

15.4.1. Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

15.4.2. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

15.4.3. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

15.5. Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

16. Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

17. Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées sur les points suivants par avenant :

- Variation de prix (hors révision de prix réalisée selon modalités décrites dans le présent CCAP)
- Amélioration des conditions d'exécution de l'accord-cadre
- Prolongation de l'accord-cadre
- Remplacement du titulaire initial (sous réserve de remise de documents justificatifs)
- Adjonction, modification ou suppression de prestations.

18. Garanties

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie de 12 mois minimums pour les véhicules d'occasions dont le point de départ est la date de livraison sur site du véhicule. La durée de garantie est fixée par l'offre du titulaire dans le CRF.

Le titulaire garantit le véhicule (options comprises) pour la durée figurant au CRF.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie du matériel qui serait reconnue défectueuse. La garantie couvre tous les frais occasionnés par cette remise en état ou réparation, y compris, notamment le coût des pièces, de la main d'œuvre, du transport ou des frais de déplacement du bénéficiaire pour vérifications.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le titulaire intervient dans les délais et selon les modalités figurant dans son offre.

Les réparations sont assurées par le titulaire soit sur les lieux d'utilisation des matériels dont le fonctionnement défectueux a été signalé par l'utilisateur soit dans le réseau de garages du constructeur.

Ces prestations comprennent la fourniture ou le remplacement des pièces de toute nature mises hors d'usage par un emploi normal des matériels ou présentant un défaut de matière ou de fabrication.

Les frais de pièces et main-d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tout autre frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du titulaire.

Le titulaire sera tenu de fournir les pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la fin de fabrication du dernier matériel, objet de l'accord-cadre.

19. Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre doit justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

20. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire de l'accord-cadre ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

20.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire ou dans le cas d'une livraison de véhicule sans l'ensemble de la documentation nécessaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 100 € par jour de retard (tout jour entamé étant dû).

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS et par dérogation au paragraphe ci-dessus, pour tout retard de livraison, en cas de mise à disposition d'un véhicule équivalent à titre gratuit jusqu'à la livraison du/des véhicule(s), le titulaire sera exonéré des pénalités de retard.

20.2 Pénalités pour inexécution

En cas d'inexécution de prestation pour laquelle le titulaire s'engage par le présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur invite celui-ci, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si les observations formulées par celui-ci ne précisent pas la date à laquelle la livraison sera effectuée, une pénalité de 15% de la valeur hors taxes de la commande sera appliquée.

21. **Exécution par défaut**

Après mise en demeure du titulaire, les prestations pour lesquelles il s'est engagé conformément aux stipulations du contrat et à l'article 45.1 du CCAG-FCS, seront réalisés par une entreprise tierce ou par lui-même aux frais et risques alors même que le titulaire n'aurait pas déféré à la mise en demeure.

Pour assurer la poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, il est procédé, le titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision de poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

22. **Résiliation de l'accord-cadre**

22.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Selon l'article 45.4 du CCAG FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

22.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS.

23. **Différends et litiges**

Il est fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

En cas de procédure contentieuse, le Tribunal administratif compétent est celui de Lyon :

Tribunal Administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

24. Dérogations aux documents généraux

L'article	11.1	du présent CCAP déroge à l'article	3.7	du CCAG FCS.
L'article	18	du présent CCAP déroge à l'article	33	du CCAG FCS.
L'article	20	du présent CCAP déroge à l'article	14.1.3	du CCAG FCS.
L'article	20.1	du présent CCAP déroge à l'article	14	du CCAG FCS.
L'article	20.1	du présent CCAP déroge à l'article	14.1	du CCAG FCS.
L'article	22.2	du présent CCAP déroge à l'article	42	du CCAG FCS.